

ANALYSE

Rabat-Salé-Kénitra, futur hub de l'automobile?

• Avec le projet PSA, l'automobile constitue un secteur promoteur pour la région

• Atlantic Free Zone de Kénitra, Technopolis, Cité de l'innovation... des sites pour accompagner cette dynamique

• Les 1res orientations du programme de développement régional

LIBÉRER les énergies et le potentiel de croissance du territoire figure parmi les axes stratégiques de la vision du programme de développement régional (PDR) de la région de Rabat-Salé-Kénitra (RSK). Ce qui va permettre la création de la richesse et l'emploi, et par conséquent contribuer à la réduction des disparités territoriales au niveau de la région particulièrement entre le monde rural et urbain. Pour saisir les opportunités et les potentialités offertes par la région, le projet du plan d'action du PDR prévoit entre autres de soutenir l'innovation et les filières économiques de la région. «La région doit se doter des moyens lui permettant de territorialiser les stratégies sectorielles initiées au niveau national et de renforcer ses filières phares et émergentes afin de révéler le potentiel de création valeur et emploi du territoire pour demain», précise Abdessamad Sekkal, président de la région de Rabat-Salé-Kénitra. La région ambitionne de se positionner comme un nouveau pôle national de l'automobile. Pour ce faire, beaucoup de travail reste à faire car pour le moment, le poids de la région dans le tissu automobile avoisine seulement 7% contre 43% à Tanger et 40% au niveau de Casablanca. Toutefois, la région RSK dispose d'atouts promet-

teurs qui vont certainement changer la donne dans les prochaines années. A commencer par la ZI intégrée Atlantic Free Zone de Kénitra qui est entrée en

Contribution de la région RSK dans l'économie nationale			
Secteurs	Part dans le PIB national (en %)	Part dans la VA régionale (en %)	Part des actifs au niveau de la région (en %)
Primaire	18	13	32,1
Secondaire	9	14,5	10
Tertiaire	19,8	62,8	48,9

Source: Projet du PDR de la région RSK

L'activité économique au niveau de la région Rabat-Salé-Kénitra est dominée par le secteur tertiaire avec plus de 60% de la valeur ajoutée. Un rééquilibrage vers des services à forte valeur ajoutée est amorcé par le parc Technopolis. On prévoit de même pour l'industrie avec le démarrage du complexe de PSA Peugeot Citroën à Kénitra

service en 2012. Plus d'une dizaine de grands équipementiers en automobiles sont déjà opérationnels sur le site dans différentes spécialités: câblage, connectique, pare-brise, injection plastique... D'autres ont déjà acquis le terrain pour la construction de leur unité dont le dernier est le groupement composé du leader mondial AGC Automotive et l'opérateur marocain Induver. Ce groupement va mobiliser près de 1,2 milliard de DH pour la construction d'une usine spécialisée dans la fabrication de verre automobile dont la mise en service est attendue pour 2019. Mais le grand atout pour accélérer cette dynamique industrielle reste incontestablement l'arrivée de PSA Peugeot Citroën qui a entamé les travaux de construction de son complexe industriel à côté de la plateforme Atlantic Free Zone. Il est prévu dès 2020 de démarrer la production avec 90.000 véhicules et autant de moteurs pour une capacité totale à terme de 200.000 unités véhicules.

Pour accompagner l'émergence de la filière automobile, le projet de PDR de la RSK prévoit certaines actions prioritaires. Il faut construire et coordonner une offre de valeur régionale automobile en faveur des entreprises implantées (accueil, accompagnement, faci-

lité administrative, formation, etc.). A moyen terme, un processus pour une intégration des PME régionales de la filière sera également mis en place, ainsi

des actions du Plan Maroc Vert visant l'augmentation de plus de 172% de la valeur ajoutée de l'agriculture à l'horizon 2020, les actions du PDR auront, elles, pour objectif, de résorber les contraintes majeures entravant le potentiel agricole régional et aussi pour promouvoir les démarches collectives ainsi que l'intégration des filières régionales. La professionnalisation des filières forestières fait partie des actions prévues. Le programme suggère également un plan de sauvetage du secteur de textile en intégrant dans la dynamique du PAI (Plan d'accélération industrielle). Premier pourvoyeur d'emploi au niveau de la région, ce secteur a connu de sérieuses difficultés ces dernières années qui se sont traduites avec une baisse de l'emploi de 24% entre 2009 et 2013. L'industrie pharmaceutique figure aussi parmi les secteurs phares de la région qu'il faut consolider. Ce secteur représente 48% de la valeur ajoutée industrielle régionale et plus de 40% du chiffre d'affaires, est-il rappelé. □

Noureddine EL AISSI



qu'un plan de prospection des IDE spécifiques à l'automobile. Outre des secteurs émergents comme l'automobile et l'aéronautique, le PDR recommande un soutien pour le développement des activités traditionnelles de la région comme l'agriculture, l'artisanat, le textile et le secteur pharmaceutique.

S'inscrivant dans le droit fil des am-

R&D, un levier de taille

LA R&D figure parmi les leviers sur lesquels compte la région pour accompagner le développement de ses filières économiques traditionnelles et nouvelles. Le PDR préconise de déployer des programmes R&D et innovation régionaux au



profit des filières phares de la région. Pour l'automobile, ce travail doit se faire dans le cadre du projet d'Open Lab qui est le fruit de partenariat entre d'une part le groupe PSA et d'autre part un consortium regroupant les deux universités de Rabat et de Kénitra ainsi que l'UIR. L'objectif est de créer un Open Lab pour développer des activités de recherche pour répondre aux besoins du futur complexe industriel de PSA à Kénitra notamment en batteries et en voitures connectées, indique Said Amzazi, président de l'université Mohammed V-Rabat. Toujours dans le même registre, le projet de la Cité de l'innovation est en cours de construction à Tamesna sur une superficie de 12 ha pour un investissement de 150 millions de DH. Cette infrastructure va abriter les grands ateliers de recherche en mécanique, aéronautique, automobile, énergie renouvelable... Sans oublier les potentialités dont dispose le site de Technopolis notamment dans les métiers de technologies de l'information et le futur agropole de la région pour la valorisation des filières agricoles. □

Développement Rabat-Salé-Kénitra

Il faut d'abord désenclaver le rural



• Réduire les disparités entre les villes et le monde rural

• Un budget de 4 milliards de DH sera mobilisé pour ce chantier

• L'amélioration de la compétitivité du territoire figure également au menu

- L'Economiste: Où en est la préparation du programme de développement de la région que vous présidez?

- Abdessamad Sekkal: Nous sommes à la phase trois qui consiste en l'élaboration du programme avec les différents partenaires. Nous avons défini au préalable les choix stratégiques pour le développement de la région en tenant compte de ses potentialités et ses ambitions ainsi que les besoins de ses habitants. Une fois finalisé, nous allons le soumettre au comité de pilotage au courant de ce mois. Les délibérations peuvent avoir lieu lors de la session normale du conseil de la région du mois de juillet ou avant dans le cadre d'une session extraordinaire.

- Allez-vous sortir des sentiers battus pour cette nouvelle vision?

- La région ambitionne de mettre l'humain au centre de son modèle de dévelop-



Pour Abdessamad Sekkal, président de la région Rabat-Salé-Kénitra, par ce programme de développement, on vise à mobiliser les potentialités de la région au profit du bien-être de ses habitants (Ph. RRSK)

pe compte tenu des déficits liés aux besoins sociaux de base. Et l'émergence de territoires compétitifs avec des vocations spécifiques. Il faut rappeler qu'il s'agit d'une région qui se distingue par d'énormes potentialités mais avec une dynamique territoriale différenciée. Avec le modèle que nous allons mettre en place, nous cherchons à satisfaire les besoins de la région. Nous mettrons aussi à sa disposition les moyens qui lui permettront d'être

routes rurales pour faciliter la mobilité et assurer le désenclavement de ces zones. De même pour l'accès au réseau de distribution d'eau potable et d'électricité. A ce titre, il faut rappeler que le désenclavement du monde rural figure parmi les préoccupations de notre région. Un engagement qui sera soutenu par le programme du développement du monde rural au niveau national avec un budget colossal de 50 milliards de DH sur 7 ans.

- Quel arsenal financier comptez-vous déployer pour mener votre nouvelle vision?

- Dans le cadre de ce programme, une enveloppe de 4 milliards de DH sera consacrée à la région de Rabat-

Salé-Kénitra. 1,6 milliard de DH sera mobilisé par le conseil de la région, et le reste financé par d'autres partenaires. Près de 170 millions de DH seront réservés pour l'adduction d'eau potable et le branchement au réseau d'électricité, alors que le reste sera consacré à la construction de routes rurales. Une convention a été signée avec l'ONEE en vue d'assurer la généralisation de la distribution de l'eau potable et de l'électricité au profit de l'ensemble des zones rurales de la région seulement dans un délai de trois ans et non de 7 ans qui couvre le programme. Nous avons déjà consacré 30 millions en 2016 et 52 millions cette année. En 2018, il est prévu de déboursier quelque 73 millions de DH. Pour la construction des routes rurales, nous avons budgétisé 100 millions de DH en 2016 et 120 millions de DH l'année 2017. Dès que l'étude sera finalisée, les travaux seront aussitôt lancés. □

Propos recueillis par
Nouredine EL AISSI

Activer le transfert des compétences propres

POUR relever les défis de la régionalisation avancée, le président de la région de Rabat-Salé-Kénitra juge urgente la mise en place d'une feuille de route entre le gouvernement et l'association des présidents des régions pour permettre d'activer le transfert aux régions des compétences propres prévues par la nouvelle loi portant sur les régions. Certes, avec la régionalisation avancée, on enregistre des évolutions et améliorations sur le plan des capacités administratives et financières des régions, avance Sekkal. Mais pour lui, il faut activer le transfert de leurs compétences propres comme la formation professionnelle, l'emploi et l'encouragement à l'investissement. □

pement. Pour développer un territoire, il faut prendre en considération notamment des composantes suivantes: le territoire, l'économique, et l'humain ainsi que le social. Nous avons commencé par ce dernier volet du fait qu'aujourd'hui les indicateurs de développement humain de la région sont non satisfaisants voire alarmants particulièrement dans le monde rural. Notre objectif est d'asseoir un modèle de développement qui soit au service des citoyens de la région en consacrant le principe de la solidarité intra territoriale. Ce qui va permettre de répondre à deux défis spécifiques au territoire régional.

- De quels défis est-il question?

- Il s'agit de la mise à niveau de ses différentes composantes territoriales

compétitive et de se développer d'une manière cohérente. Et cela, en matière d'aménagement industriel, de mobilité à l'intérieur de ce territoire sans oublier l'amélioration de l'offre de l'emploi et les services publics au profit des citoyens.

- Parmi les handicaps à cette nouvelle configuration, le poids du monde rural est encore trop marginalisé. Comment envisagez-vous de remédier à cette situation?

- Nous prévoyons le développement d'un certain nombre de centres émergents qui vont assurer l'encadrement sur le reste du territoire. Dans le même sens, il y a un travail à effectuer en matière d'irrigation de ce territoire par le réseau de